



**SOCIETE FIDUCIAIRE NATIONALE DE REVISION COMPTABLE**

Société Anonyme de Commissariat aux Comptes au capital de 250 000 € - 334 301 488 RCS Nanterre

Membre de la Compagnie Régionale de Versailles

Paris la Défense – 41, rue du Capitaine Guynemer – 92925 LA DEFENSE cedex – Site : [www.fiducial.fr](http://www.fiducial.fr)

## **A.P.G. e2c Nièvre Bourgogne**

**Association Loi 1901**

2, rue André Marie Ampère

Site Pilote Sud Nivernais

58 640 Varennes-Vauzelles

# **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024

# **A.P.G. e2c Nièvre Bourgogne**

**Association Loi 1901**

2, rue André Marie Ampère

Site Pilote Sud Nivernais

58 640 Varennes-Vauzelles

---

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

### **SUR LES COMPTES ANNUELS**

*Exercice clos au 31/12/2024*

Aux Membres

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association A.P.G. e2c Nièvre Bourgogne relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

#### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une

fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Courbevoie, le 19 mai 2025

**Le Commissaire aux comptes**  
**FIDAUDIT**  
**Membre du Réseau Fiducial**

Signé par Francois Pinault  
Le 19/05/2025

ID: tx\_AoZwlMMEAoxV



**François PINAULT**



# A.P.G. e2c Nièvre Bourgogne

## BILAN

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

ACTIF		Exercice 2024			Exercice 2023
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>Immobilisations incorporelles</b>				
	Frais d'établissements				
	Frais de recherches et de développement				
	Concessions, brevets, licences	1 050,30	1 050,30		
	Fonds commercial (1)				
	Autres				
	Avances et acomptes				
	<b>Immobilisations corporelles</b>				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF IMMOBILISE	Installations techniques, matériel et outillage				
	Autres	128 248,74	96 280,01	31 968,73	14 253,52
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Immobilisations mises en concession				
	<b>Immobilisations financières (2)</b>				
	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	2 697,35		2 697,35	2 697,35
ACTIF IMMOBILISE	Autres	15 650,00		15 650,00	15 600,00
	<b>Total (I)</b>	147 646,39	97 330,31	50 316,08	32 550,87
ACTIF CIRCULANT	<b>Stocks et en-cours</b>				
	Matières premières et autres appro.				
	En-cours de production				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et acomptes versés sur commandes				
	<b>Créances (3)</b>				
	Créances clients et comptes rattachés				
	Autres	240 141,59		240 141,59	350 689,37
	Valeurs mobilières de placement				
ACTIF CIRCULANT	Disponibilités	144 426,53		144 426,53	2 042,24
	Charges constatées d'avance	4 858,14		4 858,14	4 533,00
	<b>Total (II)</b>	389 426,26		389 426,26	357 264,61
ACTIF CIRCULANT	<b>Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)</b>				
	<b>Primes de remboursement des obligations (IV)</b>				
	<b>Ecart de conversion Actif (V)</b>				
	<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	537 072,65	97 330,31	439 742,34	389 815,48
	(1) Dont droit au bail				
	(2) Dont à moins d'un an				
	(3) Dont à plus d'un an				



# A.P.G. e2c Nièvre Bourgogne

## BILAN

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

PASSIF		Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES	Apports		
	Ecart de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves réglementées		
	Autres		
	Report à nouveau	114 528,36	107 399,03
	Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	7 393,78	7 129,33
FONDS DÉDIÉS	Subventions d'investissement	31 968,74	14 253,53
	Provisions réglementées		
	<b>Total I</b>	153 890,88	128 781,89
	Fonds dédiés	20 000,00	
	<b>Total II</b>	20 000,00	
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
PROVISIONS		111 982,43	103 400,02
	<b>Total III</b>	111 982,43	103 400,02
DETTES (1)	Emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	103 864,25	107 976,45
	Dettes fiscales et sociales	37 678,31	34 302,09
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Comptes de régularisation	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	12 326,47	15 355,03
	<b>Total IV</b>	153 869,03	157 633,57
	<b>Ecart de conversion Passif (V)</b>		
	<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	439 742,34	389 815,48
(1) Dont à plus d'un an			
Dont à moins d'un an			
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques			

LIBELLES	2024	2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
<u>Cotisations</u>		
Cotisations et adhésions	2 300,00	2 300,00
<u>Ventes de biens et de services</u>		
Ventes de biens	-	-
Ventes de prestations de services	-	-
<u>Produits de tiers financeurs</u>		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 067 588,62	1 002 252,21
Ressources liées à la générosité du public		
Contributions financières		
<u>Reprises sur amortissements, provisions et transferts de charges</u>		
Reprises sur Amortiss. Et Provs., Transferts de Charges	-	2 977,66
<u>Utilisation des fonds dédiés</u>		
-	-	-
<u>Autres produits</u>		
Produits de Gestion courante autres	698,02	143,48
<b>Total des Produits d'Exploitation (I)</b>	<b>1 070 586,64</b>	<b>1 007 673,35</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de matières premières/marchandises		
Variation de Stocks		
Autres achats et Charges Externes	425 934,93	409 204,38
Aides financières		
Impôts, Taxes et versements assimilés	23 684,90	23 298,71
Salaires et Traitements	478 474,93	456 933,05
Charges Sociales	105 723,86	101 973,74
Dotations aux Amortissements sur Immobilisations	7 236,82	6 706,99
Dotations aux Provisions sur Immobilisations		
Dotations aux Provisions sur Actif Circulant		
Dotations aux Provisions pour Risques et Charges	7 582,41	-
Reports en fonds dédiés	20 000,00	-
Charges de Gestion courante autres	20,16	13,92
<b>Total des Charges d'Exploitation (II)</b>	<b>1 068 658,01</b>	<b>998 130,79</b>
<b>1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>1 928,63</b>	<b>9 542,56</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participations	-	-
Produits des Valeurs Mobilières et Créances autres		
Autres Intérêts et Produits assimilés	-	-
Reprises sur Dépréciations, Provisions et Transferts de Charges	-	-
Produits nets s/Cessions Valeurs Mobilières Placement	-	-
<b>Total des Produits Financiers (III)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations Financières aux Amortissements et Provisions	-	-
Intérêts et Charges assimilés	771,67	815,71
Charges nettes s/Cessions Valeurs Mobilières Placement		
<b>Total des Charges Financières (IV)</b>	<b>771,67</b>	<b>815,71</b>
<b>2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>- 771,67</b>	<b>- 815,71</b>
<b>3 - RESULTAT COURANT (I-II+III-IV)</b>	<b>1 156,96</b>	<b>8 726,85</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Produits exceptionnels sur Opérations de Gestion et Divers	-	-
Produits Exceptionnels sur Opérations en Capital	7 236,82	6 402,48
Reprises Except. Sur Provisions, Transferts de Charges	-	-
<b>Total des Produits Exceptionnels (V)</b>	<b>7 236,82</b>	<b>6 402,48</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Charges Exceptionnelles/Opérations de Gestion et I.S.	-	-
Charges Except./Opérations en Capital	-	-
Dotations Except. Aux Amortissements et provisions	1 000,00	8 000,00
<b>Total des Charges Exceptionnelles et I.S. (VI)</b>	<b>1 000,00</b>	<b>8 000,00</b>
<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>6 236,82</b>	<b>- 1 597,52</b>
- Participation des salariés aux résultats (VII)		
- Impôts sur les bénéfices (VIII)	-	-
<b>5 - RESULTAT INTERMEDIAIRE (4+VII+VIII)</b>	<b>7 393,78</b>	<b>7 129,33</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)</b>	<b>1 077 823,46</b>	<b>1 014 075,83</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>1 070 429,68</b>	<b>1 006 946,50</b>
<b>6 - RESULTAT : EXCEDENT OU INSUFFISANCE</b>	<b>7 393,78</b>	<b>7 129,33</b>

<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	
Dons en nature	
Prestations en nature	
Bénévolat	
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	
Secours en nature	
Mise à disposition gratuite de biens	
Prestations en nature	
Personnel Bénévole	
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>



## A.P.G. E2C Nièvre COMPTES ANNUELS 2024

### ANNEXE

L'Ecole de la 2<sup>e</sup> Chance de la Nièvre a pour objet, avec la participation des milieux économiques et éducatifs, d'accueillir et d'accompagner dans leur intégration sociale et leur insertion professionnelle, des jeunes stagiaires de 16 à 30 ans, prioritairement sans diplôme ni qualification.

L'E2C met en œuvre à cet effet des démarches pédagogiques innovantes, centrées sur les besoins et les projets des jeunes, portant tout autant sur les domaines formatif (savoirs et compétences de base), professionnel (définition du projet, développement de compétences techniques), éducatif, citoyen, culturel et sportif (compétences personnelles et sociales), utilisant l'alternance et faisant appel à tous les outils disponibles en la matière, tout particulièrement les technologies de l'information et de la communication.

Une telle approche implique un partenariat approfondi avec les acteurs et partenaires locaux, et avec les entreprises en vue de les impliquer dans le processus de professionnalisation des jeunes et de rechercher les qualifications pertinentes pour le marché de l'emploi local.

Pour la 18<sup>ème</sup> année consécutive, l'E2C Nièvre a su maintenir sa dynamique pédagogique, toujours en privilégiant au cœur de sa démarche une riche variété d'actions, de projets pédagogiques sollicitant de nombreux partenariats.

Avec une reprise de 66 parcours au 1<sup>er</sup> janvier 2024, l'E2C Nièvre a accompagné 226 stagiaires dont 160 nouveaux entrants répartis sur les 3 sites nivernais, à savoir le Site Pilote Nevers Sud-Nivernais à Varennes-Vauzelles, l'Antenne Bourgogne Nivernaise à Cosne-Cours-sur-Loire et la Plateforme Morvan pour laquelle le marché public à procédure adaptée a été reconduit avec le prestataire historique (2007), le CFPPA du Morvan.

De manière générale, le parcours moyen 2024 augmente significativement pour atteindre 7,25 mois (contre le taux historiquement bas de 5,3 mois en 2023), tendance témoignant de la fragilité des publics et de leur éloignement de plus en plus marqué du milieu du travail. Quoiqu'il en soit, l'agilité de la structure permet encore sur cet exercice d'afficher des résultats au-dessus des données régionales et nationales, avec un taux de 64% de sorties positives amené à 76% en intégrant le suivi post formation.

Les sorties en contrat de formation en alternance et notamment en apprentissage pour 17% sont encore à souligner. C'est par ailleurs 22% de sorties sur des contrats de travail, 6% sur des contrats aidés et 22% sur la formation qualifiante ou diplômante.

Globalement l'E2C Nièvre reste dans le champ des objectifs fixés initialement par le Conseil d'Administration et des indicateurs de performance négociés avec les financeurs, notamment dans le cadre de la CPO contractualisée avec l'Etat.

A noter également côté Ressources Humaines des recrutements qui ont permis, à compter du second semestre, de revenir à une organisation optimale en matière d'accueil et d'accompagnement grâce à la reconstitution de l'ensemble des Trinômes Pédagogiques (3 personnels pour 3 domaines d'expertise par jeune – formation, développement personnel et projet professionnel)

Sur l'aspect collaboratif, l'alternance restant au cœur de la démarche, 719 conventions d'immersion en entreprise ont pu être concrétisées, soit un taux d'alternance à 40%, et le réseau économique a malgré tout pu s'enrichir en recensant au 31 décembre 2024, 3 206 entreprises.

Sur l'axe pédagogique, l'E2C Nièvre a pu poursuivre toute sa dynamique de projets par la poursuite ou l'initiation d'actions et collaborations innovantes sur des axes tout aussi variés :

- Numérique : adaptation des outils pédagogiques (module de positionnement Horizon, outil EVA EVACOB dans la gestion des situations d'illettrisme, plateformes GERIP, SIOUCS...), collaboratifs (développement Office 365) et innovants (impression 3D, réalité virtuelle...), préparation à l'utilisation du Système d'Information unique Up'2C...
- Santé : suivi du dossier de développement d'une application santé dédiée aux jeunes, développement et adaptations des missions du Référent Santé, coordination des parcours de soin, renforcement des actions de prévention, Pass Santé Jeunes, convention CPAM / bilans de santé..., renforcement du volet prévention (nutrition, addictions écrans, réseaux sociaux, promotion vaccination, don du sang...), animation de formations SST...
- Solidarité et Citoyenneté : Marche pour l'Eau avec la Fondation EDF, implications habituelles collectes (Bouchons, Restos du Cœur, Epicerie Solidaire, Banque Alimentaire, fournitures scolaires...) ...
- Devoir de mémoire : concours CNRD, commémorations,
- Prévention sécurité routière (PDASR), action Tribunal Pas Banal...
- Promotion des métiers, visites d'entreprises et de centres de formation, immersions, semaines thématiques...
- Formation : Ateliers de Raisonnement Logique (ARL), Approche Par Compétences, Ateliers Français Langues Etrangères (FLE) ...
- ...

A noter également la poursuite du développement des compétences de nos équipes et la permanente préparation de la structure à un nouvel audit d'ores et déjà programmé en décembre 2025.



**Qualiopi**  
processus certifié

## **A- Faits majeurs de l'exercice**

### **1) Évènements principaux de l'exercice**

- Néant

### **2) Principes, règles et méthodes comptables**

- L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n° 2014-03 et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations, conformément au règlement du ANC n° 2018-06, modifié par le règlement ANC n°2020-08.

## **B- Informations relatives à l'actif du bilan**

### **1) Actif Immobilisé**

#### **Mouvements des immobilisations incorporelles, corporelles et financières (brutes) :**

	<b>31/12/2023</b>	<b>Augmentations</b>	<b>Diminutions</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Incorporelles</b>				
Logiciels	1 050,30	0,00	0,00	1 050,30
	1 050,30	0,00	0,00	1 050,30
<b>Corporelles</b>				
Installations techniques, matériels et outillages	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	103 296,71	24 952,03	0,00	128 248,74
	103 296,71	24 952,03	0,00	128 248,74
<b>Financières</b>				
Prêts	2 697,35	0,00	0,00	2 697,35
Autres	15 600,00	50,00	0,00	15 650,00
	18 297,35	50,00	0,00	18 347,35
	<b>122 644,36</b>	<b>25 002,03</b>	<b>0,00</b>	<b>147 646,39</b>

**Mouvements des amortissements par nature d'immobilisations :**

	<b>31/12/2023</b>	<b>Augmentations</b>	<b>Diminutions</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Incorporelles</b>				
Logiciels	1 050,30	0,00	0,00	1 050,30
	1 050,30	0,00	0,00	1 050,30
<b>Corporelles</b>				
Installations techniques, matériels et outillages	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	89 043,19	7 236,82	0,00	96 280,01
	89 043,19	7 236,82	0,00	96 280,01
	<b>90 093,49</b>	<b>7 236,82</b>	<b>0,00</b>	<b>97 330,31</b>

**Principales durées d'amortissement :**

<b>Type d'immobilisation</b>	<b>Mode</b>	<b>Durée</b>
Logiciels	Linéaire	5 ans
Installations pédagogiques et générales	Linéaire	10 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	5 ans
Mobilier	Linéaire	15 ans

**2) Évaluation des stocks**

- Néant

### 3) Actif immobilisé et actif circulant

#### Etat des créances :

	<i>Montant brut</i>	<i>A un an au plus</i>	<i>A plus d'un an</i>
Prêts	2 697,35	0,00	2 697,35
Autres	15 650,00	0,00	15 650,00
Autres créances	240 141,59	240 141,59	0,00
Charges constatées d'avance	4 858,14	4 858,14	0,00
	<b>263 347,08</b>	<b>244 999,73</b>	<b>18 347,35</b>

- Les créances sont valorisées à leurs valeurs nominales, une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque leur recouvrement s'avère incertain ou douteux.

- Les subventions d'exploitation à recevoir (235 628.82€) concernent les subventions du Fonds Social Européen, de l'Etat et du Conseil Régional de Bourgogne – Franche-Comté.

- Les charges constatées d'avance (4 858.14€) correspondent à des achats ou des prestations dont la fourniture ou la réalisation doit intervenir ultérieurement.

## C- Informations relatives au passif du bilan

### 1) Subventions d'investissement

- Elles concernent toutes les catégories d'investissements et sont amorties au même rythme que celles-ci.

## 2) Fonds dédiés

<b>Nature des ressources affectées</b>	<b>Solde d'ouverture</b>	<b>Affectations de l'exercice</b>	<b>Emplois de l'exercice</b>	<b>Solde de clôture</b>
Subvention projet "Récup Pro Mode"	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	<b>0,00</b>	<b>20 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>20 000,00</b>

A la clôture de l'exercice, les fonds dédiés s'élèvent à 20 000.00€ et correspondent à des ressources non encore consommées pour le projet visé ci-dessus. Ils seront repris dans les produits de l'exercice 2025.

## 3) Provisions pour risques

- Les provisions pour risques concernent les indemnités de départ en retraite au 31/12/2024 (69 982.43€).

La formule et les critères suivants ont été retenus pour le calcul de cette provision.

Formule = Rémunération mensuelle x coefficient lié à l'ancienneté x coefficient lié à la probabilité de présence

Coefficient d'ancienneté	
10 ans	1
15 ans	2
20 ans	3
25 ans	4
30 ans	6

Probabilité de présence liée à l'âge	
	0.10
25 ans	0.20
30 ans	0.40
35 ans	0.60
45 ans	0.75
50 ans	0.95
55 ans	0.95
60 ans	1.00

- Elles tiennent également compte d'une provision de 42 000.00€ liée aux risques de rejets, par le Fonds Social Européen, de certaines dépenses pour les exercices 2020 à 2024.

## 4) Provisions pour charges

- Néant

## 5) Emprunts et dettes

### Etat des dettes :

	<b>Montant brut</b>	<b>A un an au plus</b>	<b>A plus d'un an</b>
Fournisseurs et comptes rattachés	103 864,25	103 864,25	0,00
Organismes sociaux	33 005,57	33 005,57	0,00
Autres impôts et taxes	4 672,74	4 672,74	0,00
Produits constatés d'avance	12 326,47	12 326,47	0,00
	<b>153 869,03</b>	<b>153 869,03</b>	<b>0,00</b>

- Les produits constatés d'avance (12 326.47€) concernent la taxe d'apprentissage placée en attente d'affectation et qui financera des dépenses 2025. Il a été repris 24 952.03€ sur l'exercice qui ont été alloués au financement de matériels informatiques (le reliquat au 31/12/2023 était de 15 355.03€ et la taxe d'apprentissage perçue en 2024 a été de 21 923.47€).

## D- Engagement hors bilan

### 1) Engagements de crédits-bails mobiliers

#### • *Location longue durée*

- Loyers restant à payer jusqu'à un an = 9 848.64€
- Loyers restant à payer à plus d'un an et 5 ans au plus = 14 263.74€

## **E- Compte de résultat**

Tous les produits et charges comptabilisés concernent l'exercice 2024. Les chevauchements ont été neutralisés au travers des comptes de régularisation évoqués lors de l'analyse du bilan.

### **1) Produits**

- Les ressources d'origines publiques et subventions d'exploitation concernent principalement la DDETSP, le Conseil Régional de Bourgogne – Franche-Comté, le Fonds Social Européen, l'Agence Nationale pour la Cohésion des Territoires, le Conseil Départemental de la Nièvre et la CCI de la Nièvre.

### **2) Charges**

- Néant

### **3) Éléments Exceptionnels**

*Sur opérations en capital*

- Ils sont composés, pour les produits, des quotes-parts de subventions d'investissement virées au compte de résultat (7 236.82€).

## **F- Effectif moyen à la fin de la période (en Equivalent Temps Plein)**

Cadres	2.00
Employés	15.17
<b>Total</b>	<b>17.17 ETP</b>

Au global, la rémunération brute annuelle des cadres dirigeants s'élève à 108 185.22€.

## **G- Autres informations**

L'A.P.G e2c Nièvre Bourgogne n'est pas concernée par les contributions volontaires en nature.